



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

REGARDS SUR L'ÉCONOMIE

Brèves d'Italie

Une publication du SER de Rome
Le 9 mai 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

9,4%

de la production énergétique italienne est verte,
contre 8% en Allemagne, 6,9% en Espagne et 4% en France

Sommaire

Actualité macro-économique : Croissance revue à la baisse, trajectoire budgétaire préservée / Dépense de défense / T1 2025 : croissance tirée par la consommation intérieure, freinée par le commerce extérieur

Actualité financière : S&P relève la note de crédit de l'Italie / Offre hostile de Monte dei Paschi sur Mediobanca / UniCredit suspend son offre sur Banco BPM en raison des conditions imposées par le gouvernement italien

Actualité Innovation : IA : l'Italie progresse, mais reste en retrait sur l'innovation / l'Italie accélère sur les data center avec Milan en tête

Actualité Industrie et Développement durable : Ex-Ilva : vers un rachat stratégique par l'Azerbaïdjan / Newcleo, levier stratégique du nouveau nucléaire italien / Poste Italiane consolide sa position dans TIM / Stellantis défend sa stratégie italienne devant le Parlement / COP16.2 biodiversité : accord à Rome sur le cadre de financement / Routes commerciales : l'Italie s'active sur l'IMEC / L'économie circulaire progresse, mais reste sous-financée / Fréjus, Tende, Lyon-Turin : 2025, année de réouverture / Italie : le trafic aérien dépasse les niveaux pré-Covid

Actualité Agricole : Vent en poupe pour la reconnaissance de la cuisine italienne au patrimoine de l'UNESCO ? / Le secteur agroalimentaire moteur de l'économie italienne en 2024 / Nouveau plan de gestion des risques (PGRA) 2025 en Italie

Actualité macroéconomique

Le gouvernement de Mme Meloni a publié le 9 avril ses prévisions économiques sur la période 2025-2027 dans le [Document de finances publiques \(DFP\)](#). Bien que les prévisions de croissance soient revues à la baisse de moitié en 2025 de +1,2 % à +0,6 % et passent de 1% à 0,8% en 2026 et 2027, la consolidation des finances publiques respecte la trajectoire du Plan structurel budgétaire de moyen terme (PSMT). En 2024, le déficit a diminué plus que prévu et la trajectoire de diminution du déficit public est maintenue à 3,3 % en 2025, 2,8 % en 2026 et 2,6 % en 2027. Le ratio de la dette / PIB atteint 136,6 % en 2025 pour augmenter à 137,6 % en 2026, et baisser progressivement à 137,4 % en 2027 et 136,4 % en 2028. Par rapport aux estimations du PSMT, cette trajectoire est légèrement plus favorable jusqu'en 2027 et conforme à l'objectif de 2028.

En matière de défense, le Ministre l'Economie Giancarlo Giorgetti a rappelé que son pays ne prévoyait pas d'activer la clause dérogatoire nationale au pacte de stabilité. Cette clause permet théoriquement d'augmenter les dépenses de défense jusqu'à 1,5 % du PIB par an entre 2025 et 2028. Au 30 avril 2025, seize États membres de l'Union européenne ont demandé à activer la clause dérogatoire proposée par la Commission européenne. Quatre des cinq principales économies de l'UE — la France, l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas — n'ont pas sollicité cette exemption. Ces pays, confrontés à des niveaux d'endettement public supérieurs à 100 % du PIB, privilégient la consolidation budgétaire. Parallèlement, les États membres négocient la mise en place de l'instrument financier SAFE, destiné à lever 150 milliards d'euros sur les marchés pour financer des projets de défense communs.

Les dépenses de défense pèseront dans tous les cas sur les finances publiques. Selon le Haut conseil des finances publiques italien, l'activation de la clause dérogatoire au pacte de stabilité par l'Italie entraînerait le report à 2027 au lieu de 2026 de la sortie de la procédure pour déficit excessif dans le cas d'un recours modéré (0,2 % du PIB en 2025, 0,5 % du PIB entre 2026-2028), et 2030 dans le cas d'un recours atteignant 1,5 % du PIB en 2028. Dans le premier cas, la dette continuerait de diminuer mais plus lentement, dans le second elle repartirait durablement à la hausse.

Au 1er trimestre 2025, le PIB en volume progresse de +0,3% selon la dernière [estimation flash d'Istat](#). Ce chiffre est supérieur aux attentes de marché qui anticipaient +0,2 %. Le communiqué de l'Istat précise que la valeur ajoutée a augmenté dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, et de l'industrie, alors qu'elle a diminué dans les services. Du côté de la demande, la contribution intérieure est positive, alors que le commerce extérieur contribue négativement à la croissance.

Actualité financière

L'agence de notation S&P Global Ratings a rehaussé la note souveraine de l'Italie de [« BBB » à « BBB+ »](#) en avril 2025, saluant l'amélioration des finances publiques du pays. Ce relèvement, qui place la dette italienne trois crans au-dessus de la catégorie spéculative, reflète une réduction du déficit budgétaire et des exportations résilientes.

En avril 2025, la banque italienne Monte dei Paschi di Siena (MPS), partiellement détenue par l'État, a lancé une [offre publique d'achat](#) hostile en vue de racheter sa rivale Mediobanca pour environ 13 Md€. Le gouvernement Meloni a donné son feu vert sans condition à cette opération, choisissant de ne pas activer ses pouvoirs spéciaux (« golden

power») pour l'entraver. Les actionnaires de MPS ont par ailleurs approuvé une augmentation de capital massive pour financer l'acquisition. **Mediobanca cherche de son côté à se défendre (notamment via un projet alternatif de rachat de Banca Generali).**

Le 22 avril 2025, UniCredit a annoncé qu'elle ne pouvait pas prendre de décision définitive concernant son offre publique d'échange de 14 Md€ sur Banco BPM, suite aux conditions imposées par le gouvernement italien dans le cadre de son «*golden power*». Ces prescriptions incluent notamment l'obligation de cesser ses activités en Russie dans un délai de neuf mois, le maintien du ratio prêts/dépôts de Banco BPM pendant cinq ans, et des restrictions sur la gestion des actifs d'Anima Holding. La banque considère que ces conditions pourraient entraver sa capacité à prendre des décisions qu'elle jugerait prudentes, voire entraîner des conséquences imprévues, telles que des amendes. UniCredit a officiellement répondu aux autorités et attend leur retour avant de décider de la suite à donner à son offre, dont la période de validité s'étend jusqu'au 30 juin 2025.

Actualité innovation

L'Italie accélère dans le domaine de l'IA avec des investissements croissants, une forte intégration industrielle, un leadership dans certains secteurs comme la santé et une infrastructure technologique avancée. Selon le rapport [AI Index 2025](#) publié par l'Université de Stanford, l'Italie a investi en 2024 860 M\$ dans l'IA, ce qui la situe au 15^{ème} rang mondial en termes d'investissements privés. Parmi les industries italiennes qui adoptent de plus en plus des solutions d'IA, l'Italie se classe au 3^{ème} rang pour la pharmacie, la santé et les essais cliniques (derrière la Chine et les Etats-Unis) et au 6^{ème} rang pour le nombre de robots installés dans le secteur manufacturier et de la robotique. Cependant, l'Italie reste en retrait pour la recherche et les brevets en IA, ce qui traduit un retard dans la production scientifique et l'innovation technologique. L'Italie adopte une attitude modérément optimiste vis-à-vis de l'IA, avec une certaine prudence liée aux questions de vie privée et d'impact sur l'emploi.

Les data centers, un marché en forte expansion. L'Italie bénéficie de plusieurs atouts en matière de développement des data centers, tels que la disponibilité de terrains adaptés, des délais de connexion parmi les plus bas d'Europe et un modèle énergétique diversifié, incluant des sources renouvelables et des technologies de capture du carbone. Selon le [think tank Thea](#), d'ici 2030, l'Italie sera à même d'attirer 23 M€ d'investissements pour renforcer le secteur, représentant 7,6 % du marché européen et classant l'Italie au 5^{ème} rang européen. Cette croissance est principalement tirée par la Lombardie, notamment Milan, qui concentre 61,8 % de la capacité nationale, soit 317 MW sur un total de 513 MW en 2024. Cette dynamique d'investissement triplerait l'emploi dans le secteur au cours des cinq prochaines années. L'Italie aurait donc le potentiel pour devenir un hub technologique de référence en Europe et dans le bassin méditerranéen même si plusieurs défis freinent ce développement, tels que la nécessité de renforcer la connectivité, simplifier les processus d'autorisation, réduire les coûts énergétiques, former et attirer du capital humain.

Actualité Industrie et Développement durable

Sidérurgie: L'ex-Ilva de Tarente devrait bientôt passer sous pavillon azerbaïdjanais. Le consortium azéri (composé de Baku Steel, de la société publique de pétrole et gaz Socar et du fonds souverain Azerbaijan Investment Company) est actuellement en négociation exclusive pour racheter l'ex-Ilva, l'aciérie géante italienne. Le ministre des entreprises et du made in Italy (MIMIT), Adolfo Urso, a en effet validé [l'avis des commissaires extraordinaires](#) dans un entretien en estimant que le consortium avait soumis la meilleure offre pour relancer l'aciérie géante. L'offre azérie comporte un prix d'achat de 1,1 Md€ et des investissements pour 4 Md€, notamment un terminal flottant de regazéification sur le gazoduc TAP. 7 400 emplois seraient maintenus (sur les 10 000 actuels) pour réaliser un plan industriel ambitieux visant les 6M de tonnes d'acier d'ici à 2026 (la capacité industrielle actuelle de Baku Steel est de 800 000 tonnes contre 2M de tonnes pour l'Ilva), alors que la demande d'acier en Europe est morose et les prix sont bas, principalement en raison du surplus de production en Chine. Dans le cadre de cette reprise, le ministre du MIMIT Urso a évoqué la possibilité d'une participation minoritaire de l'Etat au capital de l'entreprise via Invitalia à hauteur de 10 %. L'objectif du gouvernement est de clôturer le dossier pour la reprise des activités d'ici juin.

Nucléaire: Le gouvernement souhaite participer au soutien de technologies nucléaires innovantes via la promotion des projets de Newcleo et la participation à un nouveau PIIEC. Dans le cadre d'une stratégie de retour au nucléaire, les ministres du MASE G. Pichetto Fratin et du MIMIT A. Urso ont exprimé dans une déclaration conjointe leur volonté de participer « activement » au soutien de technologies innovantes dans le domaine du nucléaire, avec une attention particulière pour les projets promus par la startup Newcleo. Atout stratégique pour le développement de technologies nucléaires de quatrième génération (AMR), Newcleo représente, à long terme, un potentiel à sécuriser pour l'Etat. Cette entreprise se positionne sur une technologie différente de celle des réacteurs de troisième génération (SMR) développés par la co-entreprise publique à créer entre ENEL (51%) - Ansaldo Nucleare (39%) – Leonardo (10%). Le soutien public à Newcleo s'inscrit dans le cadre législatif défini par le [projet de loi pour un nouveau nucléaire](#) voté le 28 février en Conseil des ministres. Par ailleurs, le Commissaire Séjourné a annoncé le 9 avril le lancement d'un grand projet européen [PIIEC sur l'énergie nucléaire](#), développé par la France, l'Italie et la Roumanie. Ce PIIEC vise à développer des petits réacteurs modulaires et avancés.

Télécommunications: Poste Italiane rachète les parts de Vivendi dans TIM. Après s'être emparé du dossier en février en [échangeant sa participation](#) de 3,8 % dans l'entreprise des paiements Nexi contre la part de 9,8 % détenue par la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) dans TIM, Poste Italiane a [racheté les actions de Vivendi restantes \(15%\)](#) après les [cessions sur le marché en mars](#). Poste Italiane est alors devenu premier actionnaire de TIM avec 24,81% des actions et 17,81 % de l'ensemble du capital social de TIM. Vivendi réduit ainsi son influence, mais garde une présence minoritaire dans son portefeuille d'actifs historique en Italie. Le groupe conservera une participation minoritaire de 2,51 % des droits de vote de TIM et une participation de 1,80 % dans le capital de la société. Vivendi reste également actionnaire du groupe de médias MediaForEurope - MFE (ex Mediaset de Berlusconi) à hauteur de 4,45%. Avec deux investissements majeurs, Vivendi souhaite rester un acteur important en Italie et

y « ouvrir un nouveau chapitre » en se concentrant sur la musique, le *streaming* et le *publishing*, secteurs où l'entreprise a de bonnes relations. L'aventure italienne entamée en 2015 aura tout de même coûté très cher au groupe de Vincent Bolloré : une perte d'environ 4 Md€ au total, dont 3,2 Md€ avec TIM et 800 M€ avec MediaForEurope. Vivendi laisse ainsi à Poste Italiane le soin de consolider le secteur des télécommunications avec l'aide d'Iliad notamment.

Automobile : Le Président de Stellantis John Elkann garantit la centralité de l'Italie dans la stratégie du groupe devant le Parlement italien. Lors d'une audition très attendue après les mauvais résultats de 2024 ([-36,8% en production](#)), la démission de Carlos Tavares et l'annonce du [plan Italie](#) en décembre, John Elkann s'est exprimé le 19 mars sur l'engagement du groupe Stellantis en Italie. Les chiffres de [l'étude menée par la LUISS sur les activités de Stellantis en Italie entre 2004 et 2023](#) sont édifiants : Stellantis a produit 16,7M de véhicules, payé 32,2Md€ d'impôts à l'Etat et investi 53Md€ dans le secteur automobile italien. Le plan Italie prévoit 2Md€ d'investissements pour le lancement de [dix nouveaux modèles dans les usines italiennes](#) (Panda hybride à Pomigliano ; DS7 et 8, Jeep Compass électrique et hybride et Lancia Gamma à Melfi ; Alfa Romeo Stelvio et Giulia à Cassino ; Fiat 500e et hybride à Mirafiori) et 6Md€ pour les fournisseurs. J. Elkann a insisté sur l'importance des plateformes multi-énergies ([STLA](#)) favorisant la flexibilité pour la production de modèles fonctionnant aux technologies hybride ou électrique pour des marques différentes permettant de subvenir à des besoins fluctuants. L'annonce de la nomination d'un nouveau PDG au premier semestre 2025 a permis de rassurer les parlementaires quant à la capacité de Stellantis à mettre en place un tel plan en Italie dans un contexte difficile pour l'industrie automobile. En effet, le groupe prévoit une contraction des ventes de 7% en 2025 dans un marché toujours plus électrique et fragmenté en Europe.

Biodiversité : la COP16.2 Biodiversité à Rome a été un succès. Une COP16.2 Biodiversité s'est tenue du 25 au 27 février 2025 à Rome (Italie) pour conclure les négociations engagées en Colombie fin 2024. Les 154 pays présents sont notamment parvenus à [un accord](#) sur le financement de la protection de la biodiversité. La ministre Agnès Pannier-Runacher avait mené l'équipe de négociation française avec l'Ambassadrice pour le climat.

Transport maritime : l'Italie accélère sur le projet IMEC et le partenariat avec l'Inde. L'IMEC est le corridor commercial en devenir entre Inde et Europe. Cette ligne a été lancée lors du G20 de Delhi en septembre 2023 par sept Etats (Etats-Unis, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Inde, France, Allemagne, Italie) et l'Union européenne. Cette nouvelle voie consisterait en la création de voies ferroviaires, routières et maritimes, de câbles pour l'électricité et la connectivité numérique, ainsi que des pipelines pour exporter du gaz, afin d'offrir une alternative à la voie maritime du canal de Suez. Antonio Tajani, en [déplacement en Inde](#) en avril 2025, a mis en avant l'importance stratégique de ce pays et plus largement de l'Asie pour l'Italie. La péninsule devrait héberger à Trieste une réunion des ministres des affaires étrangères des pays concernés par l'IMEC au second semestre 2025. L'Italie a également nommé l'ambassadeur Francesco Talò comme envoyé spécial pour l'IMEC. Elle aura à cœur de défendre le potentiel de Trieste pour l'arrivée en Europe de cette voie commerciale, alors que les ports de Marseille et du Pirée sont également envisagés.

Economie circulaire : un levier pour les entreprises italiennes selon la CDP. La Cassa di Risparmio di Roma (CDR) et la Cassa di Roma (CDR) met en avant dans un [brief](#) le potentiel de développement de l'économie circulaire en Italie, qui constitue une opportunité stratégique pour renforcer la

compétitivité des entreprises italiennes, en particulier des PME. En 2024, 50% des entreprises italiennes ont mis en œuvre au moins une pratique d'économie circulaire, permettant 16 milliards d'euros d'économies. La CDP estime que cela représente 15% du potentiel de développement de l'économie circulaire à horizon 2030. L'Italie se classe au 2e rang en Europe (après l'Allemagne) pour le nombre de brevets liés à l'économie circulaire, avec plus de la moitié déposés par des PME, mais la sur-représentation en Italie des petites et moyennes entreprises diminue la capacité d'investissement dans ce domaine.

Infrastructures transfrontalières : des avancées concrètes en 2025 pour les liaisons entre la France et l'Italie. La réouverture de la ligne ferroviaire Lyon–Turin, le 31 mars 2025, a marqué une étape importante dans le rétablissement des connexions transfrontalières. Elle permet à la SNCF et à Trenitalia de relancer les liaisons entre Paris et Milan, interrompues depuis le glissement de terrain d'août 2023. D'autres bonnes nouvelles sont attendues d'ici l'été, avec la mise en service du second tube du tunnel routier du Fréjus et l'ouverture d'un nouveau tube pour le tunnel du col de Tende, resté fermé depuis les lourds dégâts causés par la tempête Alex en 2020.

Aviation civile : Au premier trimestre 2025, le [trafic aérien](#) en Italie a connu une croissance significative, avec plus de 43 millions de passagers transitant par les 45 aéroports commerciaux du pays, soit une augmentation de 8 % par rapport à la même période en 2024 et une hausse de 15 % par rapport aux niveaux de 2019, avant la pandémie.

Actualité agricole

Vent en poupe pour la reconnaissance de la cuisine italienne au patrimoine de l'UNESCO ? Le Giro d'Italia dont la 108^{ème} édition se tiendra du 9 mai au 1^{er} juin prochains, portera haut les couleurs de la gastronomie italienne sur le fameux « [maillot rose](#) » du leader du classement, ainsi que sur le maillot blanc des jeunes et celui, bleu, du meilleur grimpeur. Le logo « *j'aime la cuisine italienne* » y figurera en effet en bonne place dans le cadre de la candidature italienne visant à faire reconnaître sa cuisine au patrimoine immatériel de l'UNESCO qui sera examinée à la fin de cette année. De cette manière, le ministre italien de l'agriculture entend souligner « *le lien indissoluble entre le sport, l'alimentation saine et la performance sportive* » et l'importance de cette « *rencontre de deux excellences italiennes, le Giro d'Italia et notre cuisine* ».

Le secteur agroalimentaire moteur de l'économie italienne en 2024. Le secteur agroalimentaire italien s'affiche comme l'un des secteurs moteurs de l'économie nationale en 2024. C'est ce qu'expose le rapport annuel de l'[ISMEA](#). Les voyants sont en effet « au vert » pour les différentes filières de production, le commerce extérieur et la valeur ajoutée dégagée au profit des agriculteurs. On observe ainsi un effet de ciseau entre l'évolution des coûts de production (-3,7% sur un an), et celle des prix des produits agricoles qui ont augmenté de 0,9 % par rapport au niveau moyen de 2023. L'ISMEA rapporte une augmentation en volume et en valeur de la production agroalimentaire, s'agissant notamment des fruits et légumes et du vin. A l'inverse, on observe une baisse pour les céréales et l'huile d'olive. Alors que la production de l'industrie manufacturière italienne est en baisse, celle de l'industrie agroalimentaire marque une hausse de près de 2%. Enfin, les exportations agroalimentaires italiennes ont atteint un nouveau record historique : +7,5 % par rapport à 2023, pour une valeur totale proche de 70 Md€, s'agissant notamment des vins, de l'huile d'olive extra vierge, des pâtes, ou des fromages affinés et produits de boulangerie. Plus de 10% des exportations agroalimentaires italiennes le sont à destination des Etats Unis. La balance commerciale agroalimentaire italienne, avec un niveau d'importations légèrement inférieur à celui des exportations (comprenant notamment un

poids important du secteur animal, des céréales et des produits de la mer) confirme donc un solde légèrement excédentaire. Enfin, s'agissant de la consommation sur le marché intérieur, après l'inflation des deux dernières années, 2024, on note une reprise des volumes dans le panier du consommateur pour certaines références, et une croissance des dépenses limitée à 0,9 %, après le record enregistré en 2023 (+8,1 %).

Nouveau plan de gestion des risques (PGRA) 2025 en Italie. Le Gouvernement italien a rendu public le plan de gestion des risques agricoles 2025, document-cadre national qui définit en Italie les normes d'accès aux subventions publiques à l'assurance agricole, les modalités d'accès aux fonds mutualistes, ainsi que les types de risques couverts et les modalités de gestion. Le PGRA 2025 prévoit ainsi d'améliorer la couverture des risques pour les entreprises agricoles et d'élargir l'accès aux instruments d'assurance et de mutualisation. Au titre de ce renforcement, est maintenu à hauteur de près de 300 M€ le subventionnement des assurances individuelles des opérateurs, tandis que le gouvernement prévoit de conforter les fonds mutualistes existants pour couvrir les pertes dues à des événements climatiques, des maladies des plantes et des infestations parasitaires. Il faut citer le cas particulier du fonds AGRICAT, fonds mutualiste national italien pour les calamités dans le secteur agricole (grandes catastrophes climatiques). Il a été mis en place en Italie dans le cadre de la réforme de la PAC 2023/2027 pour mieux protéger les agriculteurs contre les risques majeurs liés au climat. Il s'agit d'un fonds public-privé mutualisé obligatoire pour les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de certaines aides de la PAC. A ce titre, les agriculteurs cotisent obligatoirement un montant proportionnel à leur surface et au type de cultures. 3% des paiements directs de la PAC représentant environ 105 millions € sont ainsi prélevés directement sur les aides versées aux bénéficiaires. L'Etat italien complète ces contributions par un financement public (au moins 70% du total), pris sur les fonds développement rural, soit environ 245 M€.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Rome

Rédaction : Pierre FARINEAU, Mickael BOUNAKHLA, Federica MERCANTI, Philippe MERILLON, Tatiana DE VILLARD, Guylain THEON, Capucine LOUIS, Tommaso TURRINI

Revue par : Jérôme CHEVALIER

Abonnez-vous : federica.mercanti@dgtresor.gouv.fr

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Rome

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication